

La Caistab lance un fonds

Par Arthur Page

La Caisse de stabilisation et de péréquation (Caistab) a annoncé, la semaine dernière, la création d'un fonds d'achat de café et de cacao doté de 200 millions de FCFA. Il devait être opérationnel dès le 12 juillet, assure le directeur général de cette caisse, Ismaël Ondias Souna. Il s'agit pour lui de « garantir à chaque planteur de cacao et de café gabonais que sa production sera achetée dans les meilleurs délais, chaque année. Ce qui constitue un enjeu stratégique et vital pour la relance des deux filières. » Cette initiative, pense le directeur général « (...) s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Plan stratégique de la CAISTAB 2016-2018 qui s'appuie sur les orientations contenues dans le pilier Gabon vert du Plan stratégique Gabon émergent. » C'est une initiative qui vient à point nommé pour les quelques producteurs de café et de cacao encore en activité. Il faut espérer qu'elle ne soit pas liée à toute l'agitation à visée électorale qui s'observe un peu partout en cette veille de campagne électorale. Elle risque cependant de ne pas produire les effets escomptés si elle ne s'accompagne pas parallèlement de mesures de relance véritable de la production de



ces deux essences. Sur ce domaine, la Caistab ne pourra rien y faire malgré un certain activisme ou volontarisme constaté.

Les filières café et cacao sont gérées par deux entités indépendantes, qui ont du mal depuis toujours à coordonner leurs efforts. D'un côté il y a le ministère de l'agriculture, qui est en charge de la production. Il doit apporter un appui technique et matériel aux producteurs. De l'autre côté la Caistab. Elle est chargée de la collecte et de la commercialisation de tout le café et cacao produit au Gabon.

Faute de ressources financières et parfois humaines – utilisation non efficace des cadres et ingénieurs de ce département –, le ministère de

l'Agriculture a totalement abandonné les producteurs à leur triste sort. Les campagnes de lutte phytosanitaire sont demeurées de lointains souvenirs. La fourniture de semences améliorées également. Même les simples visites des vergers ont disparu. La conséquence ne s'est pas fait attendre. La production du Gabon est passée en 40 ans de près de 10 000 tonnes à 600 kg actuellement pour le cacao. Le café a subi les mêmes affres passant de près de 6 000 tonnes à 250 kg sur la même période.

Face à cette situation qui rendait la Caistab inopérante, car ne trouvant quasiment rien « à acheter » auprès des producteurs, cette dernière a ajouté l'encadrement des producteurs à son arc, sans en avoir la pré-

Les filières café et cacao sont gérées par deux entités indépendantes, qui ont du mal depuis toujours à coordonner leurs efforts.

gative au vu des textes. Elle le fait de manière ciblée sans pouvoir impacter la totalité du verger du Gabon, à cause de cet imbroglio réglementaire. La direction générale de l'agriculture, jalouse de ses prérogatives, ne se prive d'ailleurs pas de rappeler sans cesse à la Caistab de ne pas marcher sur ses plates-bandes.

Le fonds ainsi constitué aurait été plus utile en l'affectant dans un premier temps à la mise en état des vergers, avec l'implication de la direction générale de l'agriculture. Au moins que les ministères de l'Economie, tutelle de la Caistab, et celui de l'Agriculture ne trouvent un modus operandi pour donner les moyens légaux à la Caistab de mener toute seule cette opération. C'est à cette condition que ces filières peuvent de nouveau exister. La mise en place d'un fonds d'achat serait plus que justifié. Faire l'inverse comme semble l'envisager la Caistab est mettre la charrue avant les bœufs.